



SGAMI Sud Est- Direction de l'Immobilier – Bureau de Exploitation et Maintenance  
44 avenue Rhin et Danube  
38000 GRENOBLE

### SGAMI Hôtel de Police de Chambéry

Réhabilitation du rez de chaussée de l'annexe Boisse

73000 CHAMBERY



DCE

CCTP Commun

MAÎTRE D'OEUVRE :

AME ARCHITECTURE

AME ———  
—INGÉNIERIE

39 av Pierre 1<sup>er</sup> de Serbie

75008 PARIS

#### Grille de révision

Indice	Date	Modification
A	23 Novembre 2024	Création document

# 1 SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>2</b>
<b>2</b>	<b>FONDAMENTAUX.....</b>	<b>3</b>
2.1	BUREAU DE CONTROLE.....	3
2.2	CSPS .....	3
<b>3</b>	<b>PRESCRIPTIONS GENERALES.....</b>	<b>4</b>
3.1	OBJET.....	4
3.2	ALLOTISSEMENT .....	4
3.3	CONNAISSANCE DES LIEUX - VISITE.....	4
3.4	DEMARCHES ET AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES.....	4
3.5	CONTRAINTES D’ACCES – HORAIRE – LIVRAISON – LOGISTIQUE CHANTIER .....	4
3.6	PLANNING .....	5
3.7	BASE DE VIE .....	5
3.8	STOCKAGE .....	5
3.9	DECHETS.....	5
3.10	DOCUMENTS A FOURNIR .....	5
3.10.1	<i>Avec son offre .....</i>	<i>5</i>
3.10.2	<i>Avant le debut des travaux .....</i>	<i>5</i>
3.10.3	<i>En cours et/ou à la fin des travaux.....</i>	<i>6</i>
3.11	COMPTE PRORATA – DEPENSES COMMUNES .....	6
3.12	FICHES TECHNIQUES – ECHANTILLONS.....	6
3.13	LES NUISANCES LIEES A LA PURETE DE L’AIR.....	6
3.14	CONTROLE ET RECEPTION .....	6
3.15	IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	6
3.16	CONTENU DES PRIX FORFAITAIRES – QUANTITE UNITAIRE DU CDPGF.....	6
3.17	CONTACT, REFERENT TECHNIQUE .....	7
3.18	REUNIONS DE CHANTIER.....	7
3.19	ETUDES - PLANS DE DETAILS ET D’ATELIER .....	7
3.20	PROTECTION .....	7
3.20.1	<i>Des ouvrages existants .....</i>	<i>7</i>
3.20.2	<i>Des ouvrages du présent lot.....</i>	<i>7</i>
3.20.3	<i>Lors de livraison .....</i>	<i>7</i>
3.21	RESERVATIONS, PERCEMENTS, REBOUCHAGES, SCHELLEMENTS, RACCORDS, ETC. ....	8
3.22	PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX.....	8

## 2 FONDAMENTAUX

Type de projet	<input type="checkbox"/> Neuf	<input checked="" type="checkbox"/> Réhabilitation	<input type="checkbox"/> Aménagement
Surface	Plateau de 455 m²		
Nombre d'étage de l'immeuble	R+4 sur un sous-sol		
Dernier plancher à plus de 8m	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	
Classement Incendie de l'immeuble	Code du travail		
Étage de l'immeuble concerné par les travaux	RDC		
Effectif sécurité	SO		
Locaux à risque	SO		
Allotissement	<input type="checkbox"/> EG / Mono-lot	<input checked="" type="checkbox"/> CES : 6 lots	
Compte prorata	<input type="checkbox"/> Oui :	<input checked="" type="checkbox"/> Non	
Gestion des déchets	Chaque lot aura en charge la gestion de ses déchets		
Base-vie	A l'intérieur du plateau		
Travaux en site occupé	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	
Travaux en horaire décalé / nuit / WE	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	
Amiante sur ouvrage impactés par travaux	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non, bâtiment construit en 2002	
Contrainte spécifique	Zone de livraison devant le bâtiment		

### 2.1 BUREAU DE CONTRÔLE

Cindy Clerc

Entreprise : Alpes Contrôles

Tel : 06 73 21 40 84 – 04 79 68 77 30

Mail : [cclerc@alpes-contrôles.fr](mailto:cclerc@alpes-contrôles.fr)

### 2.2 CSPS

Monsieur Damien Talfumier

Entreprise : Socotec

Tel : 06 19 57 69 30

Damien.talfumier@socotec.com

### 3 PRESCRIPTIONS GENERALES

#### 3.1 OBJET

Le présent projet de rénovation a pour but la réhabilitation du rez de chaussée de l’annexe Boisse de l’Hôtel de Police à Chambéry. Il s’agit d’un plateau cloisonné qui est nécessaire d’entièrement remettre en état.

#### 3.2 ALLOTISSEMENT

L’opération est lancée en corps d’état séparé selon l’allotissement suivant :

1	Démolition - Gros œuvre
2	Menuiseries extérieures
3	Plâtreries - Menuiseries intérieures
4	Installation de chantier - Sols -Peinture - Faïence
5	Électricité
6	Plomberie – Ventilation – Chauffage - Refroidissement

#### 3.3 CONNAISSANCE DES LIEUX - VISITE

L’entrepreneur prendra possession du site dans l’état où il se trouve, étant entendu qu’il l’ait examiné avant de remettre sa proposition de prix et, qu’il ait apprécié exactement toutes les conditions d’exécution des ouvrages, s’étant parfaitement rendu compte de leur importance et de leurs particularités, notamment en ce qui concerne :

- Les accès et les abords du projet.
- Les possibilités de stockage et d’organisation du chantier.
- Les contraintes liées à la décharge des équipements, livraison, grutage
- L’accès à l’eau, à l’énergie électrique
- D’éventuelles servitudes ou obligations.
- Etc...

Cette reconnaissance préalable porte notamment, après étude du dossier de consultation, sur les caractéristiques particulières des ouvrages existants.

Les candidats ont obligation avant remise de leur offre d’effectuer une visite du site pour appréhender toutes les contraintes de celui-ci.

#### 3.4 DEMARCHES ET AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

L’entrepreneur aura à sa charge la demande de toutes les autorisations de voirie auprès de la commune et des déclarations d’intention de commencement des travaux auprès des concessionnaires de réseaux.

#### 3.5 CONTRAINTES D’ACCÈS – HORAIRE – LIVRAISON – LOGISTIQUE CHANTIER

Pas de difficulté particulière, un badge d’accès sera donné à chaque entreprise. Les livraisons peuvent passer par le hall sans difficulté, il est également possible de livrer devant le bâtiment.

### 3.6 PLANNING

Voir planning joint à la consultation.

### 3.7 BASE DE VIE

On retiendra les principes suivants :

- Les compagnons pourront utiliser les sanitaires sur le site
- Le site mettre à disposition une salle pour la prise des repas
- Pas de vestiaire mis à disposition par le site, les compagnons devront arriver en tenu de chantier
- Le lot 4 mettre en place du mobilier pour les compagnons.

### 3.8 STOCKAGE

Pas de zone mise à disposition.

Se référer au PGC joint à la consultation.

### 3.9 DÉCHETS

Chaque entreprise devra l'évacuation et la mise en décharge de ses déchets au fur et à mesure de l'avancement du chantier, soit quotidiennement. A voir avec le site si possibilité de poser une benne.

### 3.10 DOCUMENTS À FOURNIR

Il est rappelé ici, sommairement, la liste les documents principaux devant être fournis.

#### 3.10.1 AVEC SON OFFRE

- L'Estimation parfaitement remplie répondant aux différents postes présents au C.C.T.P
- Une documentation détaillée de tous les matériels, appareillages, etc., s'ils sont différents de ceux mentionnés à titre indicatif au présent C.C.T.P.
- Une notice énumérant les conditions de mise en œuvre particulières entraînant des contraintes particulières pour les autres corps d'état, le cas échéant ;
- Toutes autres pièces que l'entrepreneur jugera utiles à l'appui de son offre.
- Dans le cas de matériels ou équipements particuliers :
- Une documentation avec toutes les caractéristiques techniques ;
- Une liste de référence de ces matériels ou équipements.

#### 3.10.2 AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX

A produire entièrement au plus tard 10 jours après signature du marché.

- Le planning détaillé d'exécution des travaux
- Les fiches techniques
- Les notes de calcul d'éclairage
- Le P.P.S.P.S.,
- Les avis techniques des matériaux et matériels mis en œuvre,
- La liste des essais et vérifications que l'entreprise se propose de réaliser
- Les procès-verbaux d'essai des matériaux qu'elle se propose d'utiliser

### 3.10.3 EN COURS ET/OU À LA FIN DES TRAVAUX

- Le dossier de récolement DOE comportera les fiches produites mis en œuvre par l'entreprise (2 exemplaires papier et 2 Clés USB),
- Les données de base pour la constitution du dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages exécutés de la part du SPS
- Les éléments nécessaires au contrôleur technique pour établir son rapport final,

Les fichiers « informatiques » de tous les documents précités.

### 3.11 COMPTE PRORATA – DÉPENSES COMMUNES

Sans objet

### 3.12 FICHES TECHNIQUES – ECHANTILLONS

A l'appui de l'offre, l'entrepreneur devra remettre toutes les fiches techniques des produits mis en œuvre, avec références exactes.

Après passation du marché et en phase préparatoire, le titulaire devra présenter les échantillons au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre pour validation avant réalisation.

### 3.13 LES NUISANCES LIÉES À LA PURETÉ DE L'AIR

Durant les travaux pouvant occasionner des nuages de poussières, l'entreprise devra humidifier son poste de travail pour limiter au maximum les nuisances pour ses travailleurs et les autres.

### 3.14 CONTRÔLE ET RÉCEPTION

La réception des ouvrages est subordonnée à l'exécution concluante des essais mentionnés au présent cahier et après réception des ouvrages soumis à un contrôle.

A la réception, il sera vérifié la parfaite conformité du produit fourni, ainsi que de son aspect.

Un procès-verbal sera adressé au Contrôleur Technique et au Maître d'Œuvre.

### 3.15 IMPLANTATION DES OUVRAGES

L'entrepreneur du présent lot devra l'implantation de ses propres ouvrages. Les cotes figurent dans les documents graphiques du dossier. L'entrepreneur est tenu de les vérifier.

### 3.16 CONTENU DES PRIX FORFAITAIRES – QUANTITÉ UNITAIRE DU CDPGF

**Les quantités contenues dans les CDPGF ne sont données qu'à titre indicatif et n'ont pas de valeur contractuelle. L'entrepreneur est tenu de procéder à une vérification approfondie des documents et quantités. Le cas échéant s'il constate des erreurs, contradictions ou omissions pendant la période d'étude de sa proposition il devra en informer le Maître d'œuvre avant la remise de son offre suivant les prescriptions du règlement de la consultation.**

Les prix forfaitaires devront comprendre toutes les fournitures, façons et accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages en conformité avec l'art de mise en œuvre et avec les lois et règlements en vigueur, même si certaines de ces fournitures ou façons n'étaient pas expressément mentionnées dans les documents relatifs à ces ouvrages.

L'entrepreneur ne pourra modifier ultérieurement ses prix forfaitaires en invoquant une définition insuffisante des travaux qu'il est présumé connaître parfaitement au moment de l'établissement de ces prix.

Le fait de commencer les travaux de sa compétence, suppose que l'entrepreneur accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à intervenir. S'il avait des réserves à formuler, il devra demander au maître d'œuvre l'inscription en P.V de réunion, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, sa réclamation serait jugée irrecevable.

### 3.17 CONTACT, RÉFÉRENT TECHNIQUE

L'entreprise est censée s'être engagée dans son offre en toute connaissance de cause.

Le maître d'œuvre de cette opération est le suivant :

Contact projet :

Jean-Rémi LAVIROTTE

P : 06 31 06 79 39

Mail : lavirotte@icloud.com

### 3.18 RÉUNIONS DE CHANTIER

Les réunions sont tenues à dates et heures fixes, préalablement décidées par les différents intervenants. L'entreprise convoquée s'engage à y être présente et ponctuelle. Un compte-rendu sera diffusé à l'issue de chaque réunion. L'intégralité de tous les comptes rendus sont impérativement à lire pour tous les entrepreneurs

Les informations et consignes contenues dans ce compte-rendu sont des confirmations de ce qui a été demandé par le Maître d'Ouvrage ou la Maîtrise d'œuvre, en réunion. Elles doivent, sauf stipulation contraire, être immédiatement suivies d'effet. Les intervenants ne pourront pas se prévaloir d'une réception tardive des comptes rendus.

Il existe des pénalités en cas de retard ou absence qui peuvent être appliqués, voir documents généraux de consultation.

### 3.19 ETUDES - PLANS DE DÉTAILS ET D'ATELIER

L'intégralité des plans d'étude est joint à l'appel d'offre. A partir de ceux-ci les entreprises doivent produire leurs plans d'ensembles et de détails nécessaires pour définir exactement tous les éléments du projet d'aménagement.

### 3.20 PROTECTION

#### 3.20.1 DES OUVRAGES EXISTANTS

L'ensemble des éléments existants : voirie, trottoir, réseau, mais surtout communs du bâtiment, feront l'objet de soins particuliers. En cas de désordre, ceux-ci seront repris par l'entreprise concernée.

#### 3.20.2 DES OUVRAGES DU PRÉSENT LOT

Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter, pour quelque cause que ce soit, toutes dégradations de ses ouvrages. Au cas où il en serait constaté, il devra remettre en état, entièrement à ses frais et sans pouvoir prétendre à une indemnité, les ouvrages détériorés de sa responsabilité. Aucune réclamation de dégradation ne sera prise en compte, ni par le Maître de l'Ouvrage, ni par la Maîtrise d'œuvre.

#### 3.20.3 LORS DE LIVRAISON

Le titulaire devra aux passages mettre en œuvre toutes protections nécessaires.

### **3.21 RÉSERVATIONS, PERCEMENTS, REBOUCHAGES, SCELLEMENTS, RACCORDS, ETC.**

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporation au coulage, etc. nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages et ce dans tous matériaux de quelques natures que ce soit.

En conséquence, tous les entrepreneurs des corps d'état concernés devront en temps utile prendre toutes dispositions afin de faire prévoir au coulage ou à la préfabrication toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de leurs ouvrages.

Dans les autres maçonneries, tous les trous, percements, saignées, etc. seront exécutés par les entrepreneurs des corps d'état concernés.

Les scellements, rebouchages, etc. seront toujours à effectuer par l'entrepreneur du corps d'état concerné. Le degré CF des parois concernées devra être restitué.

### **3.22 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATÉRIAUX**

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.